



## Production de lait

# Détails de la crise et mobilisation des professionnels

**Une baisse de production de lait est à prévoir au Maroc d'ici quelques semaines. La flambée des prix des aliments de bétails, en particulier les aliments simples importés et les aliments composés, suite à la hausse des prix des matières premières sur le marché international a fait grimper le coût de production, déclare à Le Reporter Moulay M'Hamed El-Oultiti, président de la Fédération interprofessionnelle lait «Maroc Lait».**

«**L**a crise a commencé déjà depuis plus de trois ans, mais elle s'est aggravée durant la crise de Covid. La situation est inquiétante chez tous les éleveurs, grands comme petits. Certains opérateurs ont réduit leur cheptel et d'autres ont même abandonné l'activité à cause de cette situation», alerte Moulay M'Hamed El-Oualtiti, également PDG de la Copag, l'une des plus grandes coopératives en Afrique. Avec le coût de production qui continue d'augmenter, poursuit-il, «la production va encore baisser». El-Oualtiti craint un →

apprenait que les professionnels en colère ont été empêchés de tenir leur sit-in. Ce qui n'empêchera pas, confie une source proche du dossier, «une prochaine action après que les responsables ont ignoré nos revendications».

«La situation est grave. On souffre énormément. Certains investisseurs n'en peuvent plus avec cette crise qui a poussé plusieurs producteurs de lait à vendre leur ferme», laisse entendre notre éleveur du Gharb.

Du côté de la Fédération interprofessionnelle lait «Maroc Lait», on préfère choisir la voie de la négociation, comme nous l'a expliqué, cette semaine, le président Moulay M'Hamed El-Oultiti.

Les discussions sont déjà engagées entre la Fédération «Maroc Lait» et le ministère de l'Agriculture, même si elles n'ont encore rien donné de concret, assure le président El-Oultiti dans un entretien téléphonique. «On a déjà mené des négociations avec le ministère pour mettre en place un contrat programme, dont toutes les clauses ont été identifiées et clarifiées. Le projet est maintenant entre les mains des ministères de l'agriculture et des finances», précise El-Oultiti. Il ajoutera: «On attend que ce contrat soit validé par les pouvoirs publics pour pouvoir essayer d'atténuer les difficultés des professionnels de la filière laitière». El-Oultiti constate, toutefois, que «ce contrat programme risque d'être dépassé par les événements ainsi que par les flambées des aliments simples importés et des aliments composés, suite à l'augmentation des cours des matières premières à l'international».

A noter que plusieurs revendications des professionnels figurent dans ce contrat. A citer, entre autres, une demande de subventions des génisses. «Le contrat prévoit une subvention des génisses produites par les éleveurs pour remédier à l'importation des génisses qui pèsent lourd et qui provoquent beaucoup de sortie de devises. Mais il y a aussi la demande d'une subvention des génisses d'importation. Car, notons-le, même dans les conditions difficiles, certains éleveurs souhaitent renouveler et renforcer leur cheptel», explique le Président

de la Fédération interprofessionnelle lait «Maroc Lait», laquelle a été reconnue par le ministère.

Notons enfin que les membres de cette instance professionnelle ont tenu, il y a quelques jours, une réunion avec la direction des filières au département de l'agriculture à ce sujet. Ils doivent se réunir prochainement avec le ministère de l'Agriculture pour décider des prochaines actions pour tenter de trouver

des solutions aux difficultés de la filière laitière au Maroc.

La prochaine réunion à laquelle sont attendus les principaux responsables de cette Fédération pourrait être le coup d'envoi d'une nouvelle vague de protestations eu égard à la situation qualifiée par les professionnels de la filière laitière de «dangereuse», souffle une source proche du dossier ■

**Naïma Cherif**

### Point de vue de Bouazza Kherrati, Président de la Fédération Marocaine des droits du consommateur

## « De plus en plus, des éleveurs préfèrent vendre leur lait à des collecteurs de l'informel »

«**E**n tant que fédération marocaine des droits du consommateur, on a constaté que le lait est actuellement toujours disponible sur le marché national. Sachant que le lait importé est également vendu aux Marocains.

Par contre, nous tirons la sonnette d'alarme sur un phénomène qui commence à prendre de l'ampleur: le lait en vrac commence malheureusement à prédominer. Le contact avec les éleveurs révèle que de plus en plus d'éleveurs préfèrent vendre leur lait à des collecteurs opérant dans le circuit informel. Car, disent-ils, le prix de revient devient plus cher que le prix de vente aux usines.

La crainte est que si les éleveurs continuent de vendre leur lait à des collecteurs de l'informel, il n'y aura plus aucune garantie de sécurité pour le consommateur. Il n'est pas sans savoir que ce lait en vrac pose un problème de fraude et aussi de santé. Car il y a un risque sanitaire: ce lait n'a pas subi un traitement et peut ainsi transmettre la maladie de l'animal vers l'homme, telle que la tuberculose, par exemple.

Il convient également de souligner que bon nombre d'éleveurs nous ont assuré qu'ils ont commencé à diminuer l'effectif de leur



cheptel. C'est là un problème qui concerne toutes les régions du pays. Cet effectif, qui tend vers une diminution dans toutes les régions du Royaume, ne pourra donc pas assurer la couverture des besoins des Marocains en matière de lait, notamment durant le mois sacré du Ramadan qui pourrait connaître une rareté de lait. Si, d'ici là, les mesures ne sont donc pas prises pour protéger le principal producteur qui est l'éleveur, il y aura peut-être un manque de lait» ■

Propos recueillis par NC